

Textes réunis par  
Justin K. Bisanswa et Michel Tétu

# Francophonie



au pluriel



# Francophonie

## au pluriel



Conception de la couverture : Patrick Bissonnette  
Coordination, production et mise en page : Chantal Fortier

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

Copyright © Québec, 2003  
Volume XIII, numéro 2, 2003  
CIDEF-AFI  
Faculté des lettres, Université Laval  
Québec (QC) CANADA G1K 7P4

ISBN 2-922876-03-9



Simon LAFLAMME  
Université Laurentienne (Ontario)

## LES ENJEUX DE LA CITOYENNETÉ DANS LES SOCIÉTÉS PLURALISTES

INSTRUCTION, ALTERNANCE LINGUISTIQUE ET POSTMODERNITÉ EN ONTARIO FRANÇAIS

L'identité collective est toujours associée à la manière dont circule l'information au sein du groupe. Dans les sociétés postindustrielles, cette circulation de l'information dépend fortement de la nature des messages mass-médiatisés et du rapport qu'entretient le groupe avec ces messages. Dans le cas des minorités francophones au Canada, on ne peut rendre compte de la circulation de l'information qu'en prenant en considération le fait de la concurrence des messages médiatiques et la manière de gérer les symboliques qui y sont associées selon les diverses dimensions des collectivités. C'est la particularité de cette concurrence et de ce rapport que nous entendons ici présenter. À cette fin, nous allons réunir quelques résultats de trois enquêtes que nous avons menées au cours des dix dernières années. On verra que la mise en commun de ces résultats met en lumière un phénomène complexe: celui du rapport d'une communauté francophone minoritaire dans une société de communication de masse où le majoritaire s'avère le plus grand producteur de messages de masses de la planète.

### 1. L'Ambition démesurée<sup>1</sup>

Nos premières analyses sur la situation franco-ontarienne ont porté sur les jeunes, sur leur rapport à l'éducation et au marché du travail, sur la manière dont ils se percevaient eux-mêmes, comme francophones, et dont ils se représentaient l'univers anglophone. Ces travaux ont permis de dégager deux observations majeures.

La première est, en réalité, la confirmation d'un constat antérieur établi par Laforce, Bélanger, Roberge et Rocher en 1979<sup>2</sup>: les jeunes franco-ontariens ont communément de grandes aspirations au niveau de l'éducation et des occupations qu'on ne retrouve pas ailleurs. Le phénomène demandait une explication, parce qu'il était étonnant à maints égards. D'abord, parce que, dans la plupart des sociétés, c'est la faiblesse des aspirations elles-mêmes qui représente un problème, ces aspirations étant à susciter. Ensuite, parce que les aspirations ne correspondaient pas à la structure occupationnelle franco-ontarienne, à laquelle elles aboutissaient concrètement. Troisièmement, parce que ces aspirations ne motivaient pas réellement leurs études, le taux de décrochage étant très élevé et la probabilité de faire des études de niveau postsecondaire étant deux fois plus faible pour les francophones que pour l'ensemble de la population ontarienne.

La deuxième observation et, sans doute, l'une de nos découvertes les plus importantes sur le thème des groupes minoritaires au Canada, est celle du lien entre le degré de francité et le niveau d'éducation. Vers la dixième année

<sup>1</sup> Simon Laflamme et Donald Dennis, *L'Ambition démesurée. Enquête sur les aspirations et les représentations des étudiants et des étudiantes francophones du Nord-Est de l'Ontario*, Sudbury, Prise de parole/Institut franco-ontarien, Collection universitaire, Série Études, 1990.

<sup>2</sup> Louise Laforce, Pierre W. Bélanger, Pierre Roberge et Guy Rocher, "Les aspirations scolaires au Québec et en Ontario: des observations des enquêtes A.S.O.P.E. et S.O.S.A.", *Les Cahiers d'A.S.O.P.E.* VI (1979).



d'études, le jeune Ontarien voue une admiration sans borne pour tout ce qui a trait à l'anglais. Cette admiration s'atténue peu après avec la scolarisation, surtout si l'éducation atteint le niveau postsecondaire, et, davantage encore, si elle se poursuit à l'université. Une prise de possession de sa propre francité correspond à cette relativisation de l'image de l'anglais. Il semble, ainsi, que seule l'instruction, dans une société postindustrialisée, dans une société massémédiatisée, incite le Franco-Ontarien à assumer sa francité de façon récurrente.

La mise en relation de ces deux observations allait montrer ce à quoi il fallait attribuer une ambition démesurée ou, encore, le rôle joué par cette ambition dans l'imaginaire des jeunes Ontariens. Nous avons pu constater que c'est au moment où les jeunes tendent le plus à décrocher, vers la 10<sup>e</sup> année, que l'admiration pour l'anglais est à son point culminant, et que c'est aussi au cours de cette période que le français se fait le plus rebutant<sup>3</sup>. Cette réunion de faits empiriques indique que l'instruction est moins en rapport avec l'aspiration éducationnelle ou occupationnelle, entendues comme telles, qu'avec l'imaginaire. Plus exactement, l'aspiration correspond moins à des aptitudes scolaires qu'à une représentation du monde; ou, encore, que l'aspiration ne sert pas vraiment l'instruction. L'ambition sert, en réalité, au francophone minoritaire à se projeter de telle manière qu'il apparaisse admirable aux yeux de tous: avoir une occupation prestigieuse, c'est être louable aux yeux mêmes de l'être admirable, c'est-à-dire aux yeux de l'anglophone. L'ambition est une manière de conjurer la minoritude. Comme elle ne sert pas forcément le travail scolaire, elle peut très bien coïncider avec un piètre rendement. Dans ces circonstances, le jeune se retirera de l'école et, pour ne pas trop souffrir de sa minoritude, puisqu'il ne pourra, par la réalisation de ses ambitions, être louable aux yeux du monde, il deviendra l'être admirable: il deviendra Anglais. L'ambition du jeune Franco-ontarien est donc, pour une bonne part, associée à son statut de minoritaire et à la place que prend l'anglais dans une société de communication de masse<sup>4</sup>.

Mais tous les Franco-Ontariens n'abandonnent pas leurs études et tous ne se tournent pas vers l'anglais. Plusieurs d'entre eux finissent par ajuster leur ambition au champ des possibles. Ils persistent dans le système d'éducation, apprivoisent leur francité et connaissent le succès. Ce sont principalement des femmes, notamment à cause de l'encouragement dont elles bénéficient de la part de leur mère, que cette mère soit instruite ou non, par ailleurs.

Or, on sait que les postes de pouvoir, dans une société postindustrialisée sont communément détenus par les personnes instruites. On pouvait donc s'attendre à ce que les postes de pouvoir de la communauté franco-ontarienne viennent à être majoritairement occupés par des femmes. Nous en faisons alors la prédiction. Une recherche dont les résultats paraîtront incessamment dans *Recherches sociographiques*<sup>5</sup> démontre que ces prospectives étaient fondées.

<sup>3</sup> Il faut entendre par anglais ou par français la langue, mais surtout la culture plus générale et le système des représentations.

<sup>4</sup> Les analyses ont aussi révélé que le statut socio-économique des parents n'était que très peu déterminant de cette ambition, ce qui se comprend facilement quand on se souvient que les aspirations sont généralement élevées. Cette découverte constituait déjà une forte critique de la sociologie de l'éducation traditionnelle.

<sup>5</sup> S. Laflamme et Rachid Bagaoui, "Les leaders franco-ontariens après l'État-providence", *Recherches sociographiques* XLI, 2 (mai-août 2000), p. 1-31.



L'imaginaire franco-ontarien est donc, en grande partie, une tension entre, d'une part, une admiration pour l'anglais et une négation de soi, et, d'autre part, une méfiance de l'anglais et une reconnaissance de soi. Le premier parti rassemble les moins instruits, qui sont en grande partie des hommes et, le second, les plus instruits, qui sont le plus souvent des femmes. Les premiers relèquent aisément du côté anglophone, les seconds se tournent résolument vers le côté français. Ces derniers reproduisent la communauté en recopiant ou en créant ses institutions. La communauté franco-ontarienne est ainsi tiraillée entre une tendance au développement, soutenue par ses leaders, lesquels sont les personnes les plus responsables des développements sociaux, et une tendance au non-développement, à l'assimilation, propulsée par les moins instruits. Dans une large mesure, il y a ici les termes du débat gouvernant la francité ontarienne.

## 2. Deux groupes linguistiques, une communication de masse<sup>6</sup>

Les analyses de *L'Ambition démesurée*, jointes à nos interrogations en sociologie de la communication, ont donné lieu à une recherche où il s'agissait de vérifier si la situation linguistique des Franco-Ontariens ne ressemblait pas à celle des Anglo-Ontariens. Pour vérifier cette hypothèse, nous avons recouru à des indices d'erreur linguistique et d'aptitude à produire des idées, indices que nous avons appliqués à des compositions écrites par des étudiants de première année universitaire, anglophones et francophones. Une prénotion, presque un réflexe, veut que toutes les difficultés franco-ontariennes en rédaction soient attribuables à leur situation de minoritaire. Nos analyses ont démontré que la situation n'est pas aussi simple. Elles ont mis en lumière un important phénomène d'homogénéisation en ce qu'elles ont révélé que francophones et anglophones commettent tous beaucoup d'erreurs et ne parviennent que rarement à produire des idées dont on pourrait dire qu'elles sont construites logiquement. Pour ce qui est des erreurs, les francophones en font plus que les anglophones, cela tenant beaucoup plus au fait que leur langue comporte davantage de lieux d'erreur que parce qu'ils sont minoritaires ou parce qu'ils sont de qualité inférieure: les Anglais, par exemple, ne font pas vraiment d'erreurs d'accord des participes, mais ils font plus d'erreurs que les francophones pour l'usage des majuscules ou des traits d'union, les règles ici étant plus compliquées en anglais qu'en français. Certes, il font moins d'erreurs et d'emprunts linguistiques, mais ces erreurs sont marginales dans l'ensemble des écrits des francophones. En réalité, ce que nous avons observé, c'est une difficulté générale à prévenir l'erreur, comme si l'école, au terme des études secondaires, ne parvenait que très peu à réduire la probabilité des erreurs linguistiques, qu'on étudie en français ou en anglais. Pour ce qui est de l'aptitude à produire des idées, la plupart des textes comportent une introduction, un développement et une conclusion, mais ce schéma est, dans la plupart des cas, formel; il ne traduit pas une logique assumée; la conclusion, par exemple, ne découle que rarement du développement. Les textes dont la logique fait corps avec la forme sont marginaux: environ 10 % chez les francophones comme chez les anglophones. On observe que la plupart des textes

<sup>6</sup> S. Laflamme et Ali Reguigui, *Deux groupes linguistiques, une communication de masse*, Montréal/Paris, L'Harmattan, 1997.



constituent simplement des prises de position (on est pour ceci, contre cela) et ils sont écrits sur le mode affirmatif; ils sont à l'image du discours médiatique, qui, en réalité, livre les positions à prendre aussi bien que la manière de les communiquer.

La fréquence des erreurs et la qualité de la production des idées ne varient que très peu selon l'origine familiale, ce qui signale une espèce d'obsolescence de la sociologie de l'éducation traditionnelle et qui rappelle qu'on a bien affaire à un phénomène de communication de masse.

### 3. Vivre dans l'alternance linguistique. Médias, langue et littérature en Ontario français<sup>7</sup>

Poursuivant dans la voie d'une sociologie de la communication et y conjuguant notre intérêt pour la situation francophone, nous avons réalisé en 1996, une nouvelle enquête à l'échelle de l'Ontario français où nous avons pu vérifier plusieurs hypothèses. L'enquête s'était aussi dotée d'un échantillon de contrôle puisé dans la région de Montréal.

Nous avons d'abord pu confirmer que, vers la dixième année d'études, il y a toujours une forte résistance au français; elle se manifeste, par exemple, dans la préférence pour les médias anglophones. La comparaison avec l'échantillon montréalais a permis de voir que cette tendance n'est pas absente chez le jeune Québécois, bien qu'elle soit moins prononcée.

Nous avons pu aussi confirmer l'effet de l'éducation: l'instruction, au niveau universitaire notamment, en appelle à la culture francophone.

Nous avons, par ailleurs, découvert que le fait de lire en anglais ne constituait pas en soi un obstacle à la lecture en français. En effet, plus le Franco-ontarien lit d'une façon générale, plus il lit en français. Plus il lit en anglais, plus il lit aussi en français. Et l'inclination à lire est tributaire de l'instruction. Le problème pour le fait franco-ontarien, ce n'est pas la lecture en français, c'est la lecture elle-même. Comme la population est relativement peu instruite dans son ensemble pour diverses raisons telle, par exemple, l'importance des revenus pour des emplois peu qualifiés dans le secteur des mines et des forêts ou encore la trop jeune histoire du système d'éducation en français, elle est peu encline à lire. Cependant, il est étonnant que la disposition à lire en français ne dépende que très peu du milieu, c'est-à-dire qu'elle soit peu liée au fait que l'environnement offre ou non des ressources en français: la lecture en français n'est pas moins importante dans le Nord-Ouest, par exemple, que dans l'Est, alors que les publications en français sont beaucoup plus facilement accessibles dans l'Est. Les franco-ontariens lettrés trouvent à lire dans les deux langues, où qu'ils soient, ce que rend possible une société postindustrialisée.

Nous avons aussi découvert que l'exposition aux médias prend de nombreuses formes. L'usage d'un médium n'est pas exclusif de l'usage des autres. Différentes combinaisons sont possibles. On peut très bien, par exemple, trouver quelqu'un qui lit beaucoup et qui regarde beaucoup la télévision, comme quelqu'un qui préfère la lecture à la télévision. Certes, la télévision est le mé-

<sup>7</sup> S. Laflamme et Christiane Bernier, *Vivre dans l'alternance linguistique. Médias, langue et littérature en Ontario français*, Sudbury, Centre franco-ontarien de ressources en alphabétisation (FORA), 1998.



dium le plus populaire; c'est à elle qu'on consacre le plus de temps en moyenne; mais elle côtoie généralement les autres médias, et dans des associations qui varient en fonction des individus ou des individualisations rendues possibles par la société postindustrielle. Ainsi, sa domination est réelle, mais elle est loin d'être absolue; elle est loin de rendre vains des médias comme la radio ou comme l'imprimé. La lecture des journaux francophones est fréquente partout, même si les quotidiens en français ne sont, en vérité, accessibles que dans l'Est. On lit, par exemple, sur le mode de l'alternance, en passant du quotidien anglophone aux hebdomadaires régionaux<sup>8</sup>.

#### CONCLUSION

Ces trois enquêtes permettent de tirer trois grandes conclusions au sujet de la francophonie minoritaire en Ontario, conclusions n'allant pas toutes dans le même sens et témoignant de la complexité de la situation de la minorité franco-ontarienne.

La première conclusion a trait à l'importance de l'éducation. Il semble que, dans un milieu francophone minoritaire comme celui de l'Ontario français, au cœur d'une société mass-médiatisée, il n'y ait de possibilité de production, ou de reproduction, de la culture que par le biais de l'instruction en français, qui, seule, parvient à relativiser l'image de l'anglophonie et à redonner son sens à la francité. Les leaders des minorités francophones au Canada ont toujours, intuitivement, compris que la reproduction de la culture passe par l'éducation en français: et c'est la raison pour laquelle ils ont tant travaillé à la mise sur pied d'institutions scolaires. Cette analyse montre à quel point cette intuition est fondée et elle en souligne le caractère fondamental dans une société de communication de masse. Elle montre à quel point il est essentiel que les francophones s'instruisent de façon conséquente et en français<sup>9</sup>.

La seconde leçon met en lumière un phénomène d'homogénéisation du rapport à la langue et de l'aptitude à produire des idées. Il semble que francophones et anglophones, dans de larges proportions, ne parviennent à tirer du discours collectif que les messages que véhiculent les médias de masse et qu'ils ne parviennent à les communiquer que selon la forme affirmative, donc non argumentative, comme le font eux-mêmes les médias de masse. Il semble aussi que ces affirmations s'expriment dans une société qui commande beaucoup plus qu'on prenne position qu'elle ne demande au système d'éducation de munir, après les études secondaires tout au moins, les élèves, les citoyens, d'une langue qui constitue un instrument de pensée: en résumé, la société postmoderne réclame davantage du citoyen qu'il prenne position qu'elle lui demande de penser. Les conséquences de ce phénomène sont lourdes de sens pour le fait social dans son ensemble, pour la démocratie elle-même. Pour le cas de la minorité franco-ontarienne, il est d'autant plus grave que l'homogénéisation par le discours médiatique se fait en grande partie par attraction vers une autre forme linguistique: l'homogénéisation ne se fait donc

<sup>8</sup> On sait que les messages à l'intention des publics larges n'éliminent pas la quête d'informations locales.

<sup>9</sup> On notera que, si le problème était inverse, la situation serait tragique. Que serait, en effet, l'Ontario français si, plus l'individu était instruit, plus il tendait à se détourner de sa langue maternelle, comme c'est le cas dans plusieurs sociétés minoritaires?



pas simplement par obligation de prendre position, par la manière de prendre position ou par l'enseignement qui ne contraint pas à maîtriser les outils linguistiques, les instruments de pensée; elle se fait aussi par l'absorption de l'instrument de communication et de pensée. Heureusement, l'éducation parvient à freiner cette tendance et à doter la francophonie de producteurs de messages francophones. Mais, on a affaire à une tension complexe entre une éducation qui francise si elle est relativement avancée, et une société qui homogénéise les discours et se fait peu exigeante à l'endroit de l'exprimé, ou encore une société dont le système d'éducation est en grande partie responsable du développement de l'aptitude ou de l'inaptitude à s'exprimer. Il faut souligner que, dans cet univers, si la langue de la minorité n'était pas une langue puissante dans la concurrence des messages médiatiques, la reproduction de la minorité francophone serait compromise, même après une éducation relativement longue, car la portion instruite de la population ne parviendrait pas à trouver des raisons objectives pour se conforter dans sa culture.

La troisième conclusion porte sur l'alternance linguistique. Elle souligne que l'exposition à l'anglais n'a pas forcément pour corollaire l'assimilation. Mais, elle indique bien que cette alternance n'est possible que si la personne parvient à relativiser le mythe de l'anglais, image médiatique qui ne perd son sens inhibiteur que par la fréquentation des institutions éducatives. Ce n'est qu'à ce moment que l'exposition aux médias peut se franciser et servir à la reproduction de la culture. Et ce n'est que dans la mesure où cette alternance devient nécessaire, c'est-à-dire que le français s'impose comme nécessité au Franco-ontarien, que les leaders sociaux francophones, notamment, peuvent et doivent doter cette culture de messages médiatiques, essentiels aux cultures de la société postindustrielle.

Nous n'avons tiré ici que des grands traits, qui révèlent déjà la complexité de la situation. Mais nous aurions pu compliquer davantage cette analyse en faisant intervenir d'autres considérations telle, par exemple, la tendance à la différenciation, laquelle est le corollaire de la tendance à l'homogénéisation, les variations selon les groupes d'âges, ou encore, le rapport entre l'économique et le culturel dans les sociétés mass-médiatisées. Toutes ces problématiques n'auraient pas invalidé les résultats que nous venons de présenter: elles n'auraient fait que les étayer.